

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/BEL/25
20 novembre 2001

(01-5868)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des affaires économiques Administration de la qualité et de la sécurité Division sécurité North Gate III Boulevard du Roi Albert II, 16 B-1000 BRUXELLES Téléphone: +32 2 206 41 11 Téléfax: +32 2 206 57 52 Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de téléfax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les installations non permanentes destinées au divertissement ou à la distraction, permettant la locomotion de personnes, entraînées par une source d'énergie non humaine
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté royal relatif à l'exploitation d'appareils de fête foraine
6.	Teneur: Un exploitant est responsable pour la sécurité d'un appareil de fête foraine et des services que celui-ci propose. Un appareil de fête foraine ne peut être exploité que s'il - satisfait aux exigences générales de sécurité; - satisfait aux principes de sécurité applicables à la conception et à la fabrication. À l'aide d'une liste des dangers, une analyse des risques est effectuée et des mesures de prévention sont appliquées. La conformité à la norme européenne de sécurité présume un état du matériel ne représentant aucun risque.

Il convient d'établir un schéma d'inspection et de maintenance à suivre. Il convient d'effectuer des inspections concernant l'installation, des travaux d'entretien annuels et des contrôles périodiques.	
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Explication des exigences générales imposées par la Loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs
8.	Documents pertinents:
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: